

**LE CAMP DES
TRAVAILLEURS**

**NATHALIE
ARTHAUD**

Candidate
à l'élection
présidentielle

lutte
ouvrière 

Travailleuses, travailleurs

Dans cette élection, nous sommes conviés à voter pour choisir celui qui, parmi les politiciens au service du grand patronat, nous tapera dessus, quelles que soient les promesses faites pendant la campagne.

Avec le mépris et la morgue qui le caractérisent, Macron n'a été qu'un exécutant des volontés de la classe des possédants, dans la continuité de ses prédécesseurs.

Si je suis candidate, ce n'est sûrement pas pour jouer ce rôle-là. C'est pourquoi, je le dis d'emblée, je ne vise pas l'Élysée. Mon ambition va bien au-delà, et c'est une ambition collective.



COUVERTURE ET CI-CONTRE - VICTORIA VIENNET

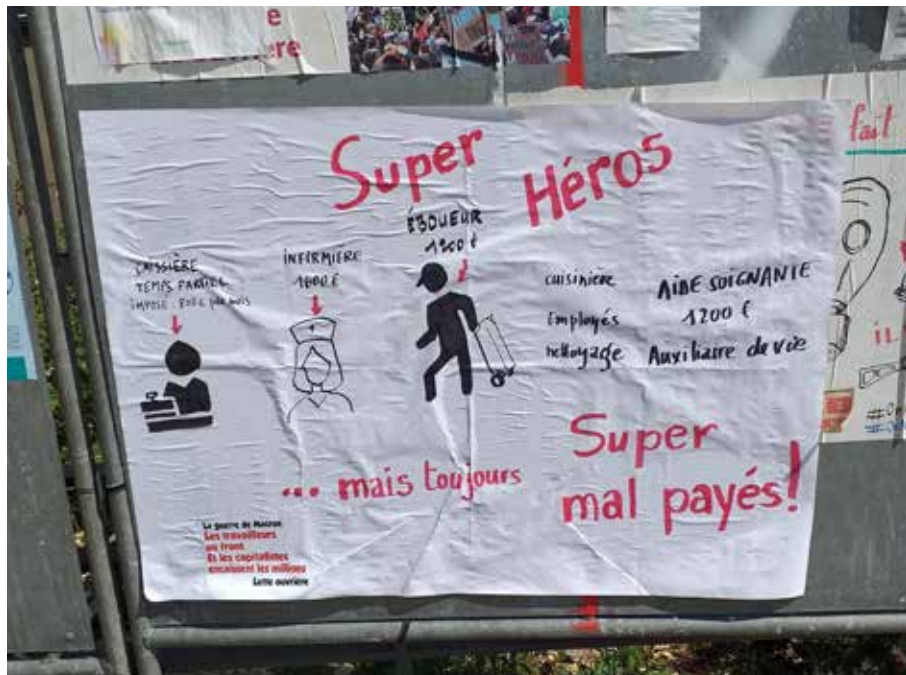
Nathalie Arthaud en campagne.

En me présentant, je veux exprimer la fierté d'appartenir à la classe des travailleurs, des millions de femmes et d'hommes sans lesquels la société ne pourrait pas tourner : ouvriers dans les usines de production, sur les chaînes de montage automobile ou sur les chantiers du bâtiment ; employés dans les bureaux, dans les centres d'appels, dans le commerce ou la grande distribution ; techniciens, infirmières, aides-soignantes, brancardiers dans les hôpitaux ou les Ehpad ; enseignants, agentes de

service dans les établissements scolaires ; conducteurs dans les transports, livreurs à vélo, autoentrepreneurs exploités par de grandes plateformes comme Deliveroo ou Uber... D'autres se retrouvent privés d'emploi ou passent d'un contrat précaire à un autre, vivant dans l'incertitude du lendemain. Ce sont aussi ces millions de retraités, qui après avoir travaillé toute leur vie, doivent se contenter d'une pension de misère ou de moins en moins suffisante pour vivre.

Quel que soit notre statut, du public ou du privé, avec ou sans emploi, encore en activité ou à la retraite, nous constituons une même classe sociale, riche de sa diversité, où des femmes et des hommes, venus des quatre coins du monde, font preuve de talents multiples, de dévouement et d'une conscience professionnelle sans lesquels aucune des activités sociales les plus essentielles ne serait possible.

Ceux qui ont fait mine de découvrir, lors du premier confinement, qu'ils ne pouvaient pas se passer d'éboueurs ou de caissières, ont créé des expressions comme « travailleurs de première ligne » ou « premiers de corvée ». Mais ce sont tous les travailleurs qui sont de corvée dans cette société ! Tous, par notre



Affiche militante pendant le premier confinement, en mars 2020.

travail, nous créons toutes les richesses qu'une minorité de capitalistes, les rois de la finance et de l'industrie, peut accaparer, sans rien apporter d'utile à la société.

Il faut affirmer que les travailleurs ont eux-mêmes la force de changer leur sort, s'ils renouent avec les luttes collectives. Cela commence par affirmer nos besoins et nos intérêts de travailleurs et par dire qu'ils doivent primer sur ceux du patronat. Parce que les travailleurs produisent toutes les richesses, les profits et les capitaux chers à la bourgeoisie, ils sont légitimes à la contester.

Sans attendre les luttes massives à même de le faire, il est possible de l'exprimer politiquement, lors de ces élections, en rassemblant dans un même vote ceux qui ne se résignent pas et sont convaincus que les travailleurs sont capables de s'organiser pour diriger eux-mêmes une société qu'ils font déjà tourner.

Je ne me présente pas pour faire des promesses électorales, mais pour mettre en avant un plan de combat et pour populariser les revendications indispensables pour les luttes de demain, afin que ces luttes permettent aux travailleurs de changer vraiment les choses.

Je veux défendre les intérêts du monde du travail face à tous les représentants de la classe capitaliste et de son système fondé sur la concurrence et la loi du profit.

Je veux affirmer que le camp des travailleurs est le seul à pouvoir offrir un avenir à toute la société en se battant pour une autre organisation sociale fondée, elle, sur l'intérêt collectif et la satisfaction des besoins du plus grand nombre.

Voter pour ma candidature, c'est dire que les besoins vitaux du monde du travail doivent passer avant les profits et qu'il faudra se battre pour les imposer !

Ce sera un vote pour affirmer que c'est aux travailleurs, qui font tout tourner dans la société, de décider de ses choix et de ses priorités !

Supprimer le chômage, est-ce possible ? **Oui, en imposant des embauches et la répartition** **du travail entre tous, avec maintien du salaire !**

Le chômage de masse n'a rien d'une fatalité. Il est le résultat de la politique du grand patronat qui, partout, pour augmenter les profits et les dividendes, cherche à supprimer des emplois et à surcharger de travail ceux qui restent. Pendant que près de six millions de personnes sont inscrites à Pôle emploi, dans la grande majorité des entreprises, c'est la course à la productivité. Les travailleurs se voient imposer l'augmentation des cadences et l'allongement des horaires, parfois entre deux périodes de chômage partiel.



... pour



travailler tous!

L'État et les collectivités locales mènent depuis des années la même politique, contre les emplois et les salaires, afin de consacrer une part croissante de l'argent public au financement d'aides et de cadeaux fiscaux aux groupes capitalistes les plus puissants et à une minorité de riches privilégiés.

Il n'y a qu'un seul moyen de combattre le chômage, il faut mener la politique inverse, avec un seul objectif : aucun travailleur ne

doit être privé d'un emploi et d'un salaire permettant de vivre correctement. Pour cela, il y a un moyen simple : il faut imposer la répartition du travail entre tous, sans baisse des salaires.

C'est aussi la seule revendication permettant d'exprimer les intérêts communs de ceux qui ont encore un emploi et de ceux qui en ont été privés. En combattant ensemble avec cet objectif, les travailleurs représenteront une force capable de faire reculer le patronat et ses serviteurs à la tête de l'État.

Il y a beaucoup d'endroits où le travail ne manque pas. Avec la crise sanitaire, on a vu à quel état de dénuement les politiques d'économies menées par tous les gouvernements avaient conduit le système de santé public. Ces trente dernières années, plus de 100 000 lits ont été supprimés dans les hôpitaux, et alors même que l'épidémie de Covid se répandait, faisant des milliers de victimes, plus de 5 700 lits ont encore été fermés en 2020. Il faut rompre avec cette politique et imposer l'embauche de personnel dans tous les services publics indispensables à la population, à commencer par les hôpitaux et les Ehpad.

Dans les entreprises où l'activité est réduite, à cause de la crise ou du manque de pièces comme dans l'industrie automobile, ce n'est pas aux travailleurs d'en faire les frais. Il y a une solution de bon sens : il faut baisser les cadences et le temps de travail, avec maintien intégral des salaires. Tous les travailleurs, qu'ils soient en CDI, en CDD, intérimaires ou salariés de la sous-traitance, peuvent se reconnaître dans cette revendication. Oui, il faut imposer de travailler moins pour travailler tous !

Cela a un coût ? Oui, bien sûr, mais qu'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas d'argent dans la société ! Durant le confinement, l'État a garanti les affaires des capitalistes à coups de dizaines de milliards. Il s'est substitué au grand patronat en payant le chômage partiel à 12 millions de salariés. Et il continue de le faire, avec ses plans de relance se chiffrant en milliards.

Et surtout, au-delà de l'argent public, il y a tous les profits accumulés depuis des années par tous ces grands groupes. Durant le premier semestre de 2021, les seules entreprises du CAC 40 ont réalisé 58 milliards d'euros de profits ; pour l'ensemble de l'année, ils se monteront à 137 milliards d'euros. Soit l'équivalent de près de 3,4 millions d'emplois payés 2 000 euros, cotisations incluses.

Ces richesses, toutes créées par l'activité des travailleurs, sont détournées au profit des actionnaires et alimentent la fortune de quelques milliardaires. Dans cette période de crise où les conditions d'existence de millions de femmes et d'hommes sont menacées, il est légitime de revendiquer que ces milliards servent à garantir une vie correcte à celles et ceux sans lesquels rien ne fonctionnerait dans cette société. Et il faudra se battre pour l'imposer.

En fait, les choses sont simples : ce sont nos emplois ou leurs profits, nos salaires ou leurs dividendes, nos conditions de travail ou leurs rentes financières.

137 milliards d'euros de profit **pour les seules entreprises du CAC40** **durant l'année 2021, c'est...**



près de
3,4 millions
d'emplois payés
2 000 euros
net, cotisations
comprises



ou
la construction
de plus
de 43 000 écoles
primaires



ou
la construction
de près
de 430 hôpitaux

**Aucun salaire, aucune pension de retraite,
aucune allocation en dessous de 2 000 euros!
Il faut imposer leur indexation sur le coût de la vie!**

L'augmentation brutale des prix des carburants, du gaz et de l'électricité a précédé celle de nombreux produits de consommation courante et plonge beaucoup de travailleurs dans l'angoisse de ne pas pouvoir finir le mois. Cette flambée des prix survient alors que les salaires sont bloqués depuis des années et que nous sommes confrontés à une offensive générale du patronat pour les baisser, en diminuant ou supprimant des primes, ou en allongeant le temps de travail et en instituant des compteurs d'heures. Et il ne faut pas oublier les centaines de milliers de salariés qui n'ont pas touché une paye entière à cause du chômage partiel, ou parce qu'ils ne trouvent que des emplois à temps partiel.



Alors il faut une augmentation générale des salaires de base. Il faut remonter le smic qui, actuellement, condamne plusieurs millions de salariés à la pauvreté. Le gouvernement l'a reconnu lui-même en fixant à 2 000 euros par mois la limite pour bénéficier

de sa ridicule « indemnité inflation » : en dessous de cette somme, on ne peut pas faire face au coût de la vie.

Les travailleurs ne mendient pas des miettes, le versement d'une prime de temps en temps, ils ne réclament que leur dû ! Aucun salaire, aucune allocation, aucune pension ne doit être inférieur à 2 000 euros net par mois !

Face à l'inflation, il faut indexer les salaires sur les prix. Il faut que les salaires, les pensions et les allocations augmentent au rythme des hausses, que l'on mesure en faisant le plein d'essence et en remplissant son caddie.

Aujourd'hui, campagne électorale oblige, tous les politiciens chasseurs de voix font mine de se préoccuper des salaires. Les uns promettent des primes payées par l'État, les autres des augmentations de salaire contrebalancées par des exonérations de cotisations patronales, ce qui revient à les faire payer par l'État. C'est de l'escroquerie parce que cela consiste à prendre l'argent dans la poche des travailleurs en tant que contribuables. Cela revient à faire payer les augmentations de salaire par les travailleurs eux-mêmes.

Contrairement à ces politiciens, je ne fais pas de promesse électorale. Ces augmentations de salaire, il va falloir aller les arracher au patronat par nos luttes collectives. En mai 1968, la grève générale a forcé le patronat à augmenter les salaires de 30 %. Eh bien, voilà la méthode à employer : renouer avec les luttes, les grèves, et se faire craindre du patronat et du gouvernement !

La « réindustrialisation de la France », est-ce une solution contre le chômage ?

De Macron à Le Pen, de Montebourg à Mélenchon, tous prétendent que pour lutter contre le chômage, il faudrait « relocaliser » des activités industrielles en France.

De tels arguments servent déjà à des patrons pour demander à l'État de financer leurs investissements et leur recherche. Une telle politique ne servirait qu'à justifier de nouvelles aides publiques allant grossir les profits privés.

Mais prétendre que la relocalisation serait synonyme de créations d'emploi est un mensonge. Les exemples ne manquent pas de groupes industriels organisant des transferts d'activité d'un pays à un autre sans que cela s'accompagne pour autant de l'embauche de personnel supplémentaire.

Ainsi, invoquant la pénurie de semi-conducteurs, le constructeur automobile Stellantis, né de la fusion de PSA et Fiat, a décidé de fermer l'usine de sa filiale Opel à Eisenach, en Allemagne,



Militants CGT de PSA lors d'un rassemblement
contre la fermeture d'Opel à Eisenach, en Allemagne.

pour transférer la production dans celle de PSA à Sochaux. Sur ce site, où 650 intérimaires avaient été renvoyés à Pôle emploi début septembre 2021, la charge de travail a augmenté sans qu'il y ait eu aucune embauche.

Qu'ils relocalisent ou délocalisent, les capitalistes ne cessent jamais de mener la guerre aux travailleurs pour augmenter la productivité, les cadences, la polyvalence... Pour obliger le patronat à créer des emplois, les travailleurs ne pourront compter que sur leurs mobilisations, et sur rien d'autre.

Augmenter les salaires, est-ce possible dans les petites entreprises ?

Quand on exige une augmentation du smic, le patronat, Macron et ses porte-parole, comme la plupart des autres politiciens, répondent docilement que cela tuerait les petites entreprises. Les difficultés des petits patrons servent toujours de feuille de vigne pour défendre les intérêts des plus gros. Mais si les petits patrons rencontrent des difficultés, ce n'est pas à cause des travailleurs. C'est parce que leurs donneurs d'ordres, souvent des grands groupes, leur imposent des prix toujours plus bas pour leur attribuer le marché. C'est à cause des banques qui refusent de leur accorder des facilités de trésorerie. Des petits patrons écrasés par plus fort qu'eux, il y en aura toujours car l'économie capitaliste, c'est la loi de la jungle. Par ailleurs, la chute du pouvoir d'achat de millions de consommateurs met en difficulté les commerçants et les artisans qui perdent leur clientèle et mettent la clé sous la porte.



Lors de la grève des salariés de Korian, groupe international de gestion d'Ehpad, en mai 2020.

Les patrons répètent qu'une augmentation du Smic dégraderait la compétitivité des entreprises, qu'il faut réduire les coûts de production face à la concurrence internationale. Mais c'est toujours aux travailleurs qu'ils demandent de réduire leur salaire et de faire des sacrifices.

Leurs discours sur la concurrence ne servent qu'à imposer des sacrifices aux travailleurs, dans le seul but d'augmenter leurs profits. Il faut refuser ce chantage ! Nos besoins vitaux, notre droit à l'existence doivent passer avant les profits et la fortune personnelle des actionnaires et des capitalistes. Les travailleurs ont le droit de revendiquer un salaire permettant de vivre correctement.

Et si le capitalisme n'est plus capable de garantir le droit à l'existence des travailleurs, c'est bien une preuve de plus que ce système n'a pas d'avenir et qu'il faut se battre pour le changer !

Pour mettre fin à la course au profit des capitalistes, les travailleurs doivent imposer leur contrôle sur l'économie et supprimer le secret industriel et commercial !

Le secret commercial, le secret bancaire et le secret des affaires font partie des armes du grand capital pour imposer sa domination sur toute la société. La levée de ces secrets doit être un objectif des travailleurs.

Dans une totale absence de transparence, les capitalistes peuvent maintenir un voile sur la façon dont ils détournent les richesses produites par les travailleurs.

Une poignée de grands laboratoires pharmaceutiques ont ainsi pu fixer librement les prix des vaccins contre le Covid sans qu'il soit possible de connaître leurs coûts de production. Mais le résultat est là, révoltant : les trois sociétés qui ont produit les principaux vaccins, Pfizer, BioNTech et Moderna, ont réalisé 34 milliards de dollars de bénéfices avant impôts en 2021, soit 1 000 dollars par seconde. Ces capitalistes ont pu profiter de la pandémie pour faire des profits faramineux en pillant les finances des États et en se moquant totalement des conséquences pour la santé publique.

Aucun gouvernement respectueux de la bourgeoisie et de son système ne fera rien pour remettre en cause le secret des affaires. Ce sera aux travailleurs de le faire ! Du chauffeur-livreur à l'ingénieur en passant par les agents du nettoyage, ils peuvent collectivement tout savoir des projets, des pratiques et des comptes des entreprises qu'ils font fonctionner. Ils doivent pouvoir regrouper ces informations et les rendre publiques sans risquer leur emploi ! Les riverains des installations doivent pouvoir connaître et contrôler, au jour le jour, ce qui est rejeté dans



l'atmosphère, les sols ou les nappes phréatiques.

La revendication du contrôle sur les décisions des capitalistes joue un rôle essentiel dans la prise de conscience par les travailleurs de leur capacité à diriger la société. Prenant confiance dans leurs forces, ils revendiqueront de décider ce qui est produit, dans quelles conditions et pour satisfaire quels besoins, remettant ainsi en cause la propriété privée des entreprises. C'est dans le cadre de ce combat que les travailleurs seront amenés à poser la question du pouvoir.

Les travailleurs sont les seuls à pouvoir ainsi offrir une issue à la crise dans laquelle s'enfoncé l'humanité. Ils en ont la force à la condition de mener la lutte de classe sans croire à la tromperie que les élections peuvent changer la vie. La dictature des grands actionnaires ne repose pas sur des élections. La base du pouvoir des capitalistes est dans la propriété privée des capitaux. On ne pourra y mettre fin qu'en transformant les grands moyens de production en propriété collective et cela nécessitera une véritable révolution sociale.

Contre l'extrême droite, vive le camp des travailleurs ! Travailleurs français, immigrés, une seule classe ouvrière !

À l'opposé des intérêts des travailleurs, les politiciens d'extrême droite et leur démagogie de caniveau prennent une place de plus en plus importante dans la campagne électorale. Zemmour, admirateur de Pétain, antimusulman, misogyne revendiqué et condamné deux fois pour racisme, rêve de ringardiser Le Pen en la doublant par la droite.

Cherchant à capter les voix de l'électorat réactionnaire, la candidate de droite Péresse se livre à une surenchère sur le terrain de la démagogie sécuritaire et anti-immigrés. Cette pression de l'extrême droite sur la vie politique est une menace pour l'ensemble des travailleurs.

La droite a, de tout temps, roulé pour le patronat, tout comme l'extrême droite. Ensemble, elles ont toujours ardemment défendu la propriété capitaliste et justifié l'exploitation. Si Marine Le Pen daigne agiter quelques mesures sociales, c'est uniquement pour essayer de capter une partie de l'électorat ouvrier écoeuré par la gauche.

Zemmour n'en prend même pas la peine. Les hôpitaux sont débordés ? À l'entendre, c'est parce qu'ils sont « *assiégés par une population venue du monde entier* », alors que ce sont justement des soignants venus du monde entier qui leur permettent de ne pas s'écrouler ! Les salaires des femmes sont inférieurs à ceux des hommes ? Ce serait parce qu'elles se complaisent dans les métiers les moins bien payés, répond-il en substance !

Tout est à l'avenant. Au moment où les profits et les dividendes explosent, Zemmour propose de baisser l'impôt sur les bénéfiques. Pour les riches, de plus en plus riches, il promet moins d'impôts. Pour les travailleurs, la retraite à 64 ou 65 ans et de travailler plus dur pour assurer cette compétitivité si chère au patronat.

Alors que Marine Le Pen essaie de se rendre plus respectable, Zemmour a choisi la stratégie opposée : il déverse sa bile raciste et sera provocateur comme Trump peut l'être. Avec lui, la politique de diversion et de division des travailleurs, propre à l'extrême droite, apparaît on ne peut plus clairement. Car de quoi parle-t-on, dans cette campagne ? Alors que de plus en plus de

travailleurs sont dans l'angoisse de manquer d'argent pour se chauffer, il est question du nombre de kebabs! Alors que face à l'inflation, les augmentations de salaire sont devenues vitales, Zemmour et compagnie ciblent ceux qui ne voudraient pas chanter *La Marseillaise*...



L'unique antidote à cette poussée de l'extrême droite est que les travailleurs retrouvent leurs valeurs politiques. C'est qu'ils affirment leur conscience de constituer contre le patronat un seul et même camp de femmes et d'hommes de toutes origines, de toutes couleurs de peau, de toutes croyances.

Sans les immigrés, le bâtiment, les hôpitaux, les aéroports, l'hôtellerie, les secteurs du nettoyage, du gardiennage, du transport, de l'industrie automobile ou de l'agroalimentaire ne pourraient pas fonctionner. Les travailleuses et travailleurs immigrés sont nos sœurs et nos frères d'exploitation et de combat, à qui le patronat réserve bien souvent les emplois les plus durs et les plus mal payés.

Zemmour leur reproche de ne pas être « assimilés », parce que certains d'entre eux ne parlent pas bien français et ont appelé leur fille Latifa et leur fils Mamadou ? Et alors ? Heureusement

qu'ils sont là, car ils contribuent à faire fonctionner la société, et autrement plus que Zemmour lui-même !

La démagogie raciste, antimusulmans ou anti-immigrés est stupide et répugnante. Elle est, de plus, particulièrement dangereuse pour nous, travailleurs, car elle nous divise et nous prive de la seule arme dont nous disposons pour changer notre sort : notre force collective.



Manifestation des ouvriers de Renault – Flins en juin 2020.

Oui, le camp des travailleurs est composé de femmes et d'hommes qui, au-delà de leurs différences de religion, de nationalité ou de couleur de peau, se mélangent parce qu'ils travaillent ensemble, parce qu'ils souffrent ensemble et parce qu'ils sont appelés à se battre ensemble.

C'est avec cette conscience que les travailleurs peuvent s'organiser et lutter pour leurs intérêts essentiels. Je suis candidate à l'élection présidentielle pour propager cette conscience de classe contre toutes les diversions, à commencer par le nationalisme.

Les réactionnaires, les xénophobes et les racistes disent « les Français d'abord ». Alors, soyons nombreux à leur répondre : « les salaires d'abord », « les emplois d'abord », « les retraites d'abord », « les intérêts des travailleurs d'abord ». Le monde du travail d'abord !

Quelle différence entre ma candidature et celle des candidats de gauche ?

En plus de Mélenchon, de Roussel pour le PCF et de Jadot pour les écologistes, deux candidats à la présidentielle se réclament de la gauche façon PS : Hidalgo et Taubira.

Entre les ambitions des uns et les calculs politiques des autres, l'union de la gauche n'est pas pour demain, et il n'y a vraiment pas à le regretter ! Rappelons-nous que tous les gouvernements de gauche ont été, comme ceux de droite, des serviteurs dévoués de la bourgeoisie et des ennemis ouverts des travailleurs.

Pour parvenir au pouvoir, les politiciens de gauche sont capables de jouer aux anticapitalistes, et le PCF les a souvent aidés dans cette comédie électorale. En 1981, Mitterrand avait été élu en faisant campagne sur la « rupture avec le capitalisme », formule reprise aujourd'hui par son disciple Mélenchon. En 2012, Hollande avait tenté de susciter un peu d'enthousiasme en déclarant « *Mon ennemi, c'est la finance* ».

Comment le cinéma a-t-il fini ? Par des gouvernements Mitterrand, Jospin et Hollande qui se sont non seulement transformés en paillasons de la bourgeoisie, mais qui ont attaqué



Mélenchon, ministre délégué à l'Enseignement professionnel dans le gouvernement Jospin, de 2000 à 2002.



Taubira, ministre de la Justice dans le gouvernement Hollande, entre 2012 et 2016.

PHOTOS REUTERS

la condition ouvrière : blocage des salaires, licenciements et chômage de masse, démolition du Code du travail, recul de la retraite, privatisations, cadeaux au patronat, suppressions de lits dans les hôpitaux...

Au pouvoir, la gauche a aidé le grand capital à prospérer en tapant sur les classes populaires aussi fort que la droite. Alors, si les politiciens d'extrême droite et de droite sont les ennemis ouverts du monde du travail, ceux de gauche le sont autant, l'hypocrisie en plus.

Tant que la situation économique de la bourgeoisie lui permettait d'accorder des miettes au monde du travail, la gauche pouvait entretenir le mythe d'une politique plus favorable aux exploités. Avec la crise, cette illusion a fait long feu.

Mais ces décennies d'illusions électoralistes ont détourné les travailleurs des luttes et leur ont fait perdre leur conscience de classe. Elles les ont démoralisés et déboussolés au point de discréditer l'idéal socialiste ou communiste que ces partis prétendent encore incarner par leur nom. Elles ont conduit nombre de femmes et d'hommes des classes populaires à rejeter toute politique, quand elles n'ont pas fait le lit des démagogues d'extrême droite.

Le mouvement ouvrier a longtemps popularisé l'idée qu'un jour les travailleurs prendraient le pouvoir et construiraient un monde de justice et d'égalité. Le Parti socialiste, à sa naissance, affichait sa volonté de renverser le capitalisme. Dans ses premières années, le Parti communiste se revendiquait de la révolution russe et du pouvoir ouvrier. Ils ont tous deux tourné le dos à ces perspectives depuis longtemps. Ils se sont résignés au capitalisme et à la domination de la bourgeoisie. Au lieu de militer pour renverser le système, ils se battent maintenant pour le gérer !

Mais les véritables maîtres de la société sont les Dassault, Peugeot, Bolloré, c'est la bourgeoisie, les familles capitalistes. Les politiciens, de gauche comme de droite, qui visent à gérer ce système, sont tous condamnés à se transformer en larbins du grand capital et en ennemis des travailleurs.

Il est vain de chercher un sauveur suprême, et il ne s'agit pas d'une question de personne. Il n'y a jamais eu de bon président de la République pour les travailleurs et il n'y en aura jamais, parce que les élections ne changent pas l'ordre social.

Les élections ne changent rien à l'exploitation et au fait que la classe capitaliste domine l'économie et prospère en écrasant les salaires et en aggravant les conditions de travail. Elles ne changent rien au capitalisme, où il n'y en a que pour les profits, les dividendes et les cours boursiers.

C'est le sens de ma candidature à la présidentielle : affirmer que le sort des travailleurs et de la société n'est pas dans les urnes, mais dépend de la combativité et de la conscience de classe du monde ouvrier.

En s'opposant à la dictature des grands groupes capitalistes sur l'économie, seuls les travailleurs peuvent changer les choses dans l'intérêt de la majorité de la société!

Les travailleurs salariés ne sont pas les seuls à subir les méfaits de la domination du grand capital sur toute l'économie. Les petits paysans, les artisans, certains petits patrons, qui travaillent en sous-traitance, subissent le diktat de la grande distribution, de leurs donneurs d'ordres, de leur banque. Eux aussi subissent de plein fouet la crise économique et sont victimes de la concurrence qui règne dans la jungle du capitalisme.

La classe ouvrière peut et doit se faire le porte-parole de toutes les catégories sociales victimes du capitalisme. Lutter pour les exigences élémentaires de la classe ouvrière, c'est se battre pour que ceux qui produisent les richesses ne soient pas poussés vers la déchéance, c'est sauver ce que la société a de plus vital. C'est se battre pour la jeunesse, c'est se battre pour l'avenir de toute la société.

Les travailleurs ne sont pas forcément toujours plus combattifs que d'autres catégories sociales. Mais, en étant au cœur même de la production capitaliste, ils sont les seuls à pouvoir s'attaquer à ceux qui la dirigent.

Quotidiennement rassemblés et concentrés sur leurs lieux de travail, ils peuvent confronter leurs points



de vue, se faire une opinion commune et prendre démocratiquement leurs décisions. La classe des travailleurs est la seule à pouvoir s'organiser pour contrôler les capitalistes, leur lier les mains et leur imposer des décisions prenant en compte l'intérêt général de la population.

Quand les petits paysans exigent légitimement de pouvoir vendre leur production à des prix leur permettant de vivre correctement, les travailleurs pourraient être leurs meilleurs alliés en rendant publiques les marges de tous les intermédiaires, notamment celles des groupes de la grande distribution, les Carrefour, Auchan, Leclerc... En imposant leur contrôle sur les banques, les travailleurs pourraient permettre aux artisans et aux petits commerçants d'échapper aux griffes des usuriers de la finance.

Par leur place dans l'économie, par leur capacité d'organisation collective, les travailleurs sont les seuls capables de faire le poids contre le grand capital.

Plus encore, ils sont porteurs d'une nouvelle organisation économique, fondée sur la gestion collective et démocratique des grands moyens de production, une organisation sans bourgeoisie, sans exploitation, sans classes sociales, destinée à satisfaire les besoins fondamentaux de tous.

Le communisme est la seule perspective d'avenir pour la société

À Lutte ouvrière, nous restons communistes révolutionnaires parce que, pas plus aujourd'hui que dans le passé, aucun des principaux problèmes de l'humanité ne trouvera de solution dans le cadre du capitalisme.

Il ne s'agit pas seulement des intérêts des travailleurs, mais du sort de toute la société. On l'a vu avec la pandémie : la levée des brevets sur les vaccins serait essentielle pour permettre aux pays les plus pauvres d'y avoir accès, seule façon de limiter la menace d'apparition de nouveaux variants. Mais cela ne se fait pas, parce que les intérêts de quelques trusts pharmaceutiques passent avant tout, y compris avant le fait de sauver des vies, et parce que tous les dirigeants se refusent à écorner, même un tant soit peu, le droit des capitalistes à faire du profit.

La loi du profit et la propriété capitaliste sont les principaux obstacles pour stopper la pandémie du Covid et bien d'autres maladies contre lesquelles existent des vaccins auxquels les pays les plus pauvres ne peuvent avoir accès. Et on peut en dire autant dans le domaine de l'écologie et du réchauffement climatique.

Car nous ne sommes pas tous également responsables de la dégradation de l'environnement. Ce sont les grands groupes capitalistes qui détiennent les manettes de l'économie, qui décident de l'organisation de la production, de l'énergie, des transports... Tant qu'on accepte leur mainmise sur l'économie, les discours sur la lutte contre le réchauffement climatique, sur la sauvegarde de la mer ou les énergies renouvelables resteront lettre morte.

Pour que les capitalistes acceptent de se préoccuper de l'écologie, il faut que cela leur rapporte. L'écologie fait maintenant partie de la stratégie publicitaire : c'est à qui sera le plus « vert », le plus soucieux de développement durable. Pour d'autres, l'écologie est l'occasion de trouver de nouveaux marchés. Les politiques écologiques des gouvernements se réduisent en définitive à créer des taxes qui pèsent sur le budget des plus pauvres et à distribuer des subventions et des aides aux entreprises au nom de la transition énergétique, comme ils le font au nom de la compétitivité ou de l'emploi.

Sur toutes les questions écologiques, une politique concertée et planifiée à l'échelle de la planète est indispensable. Or

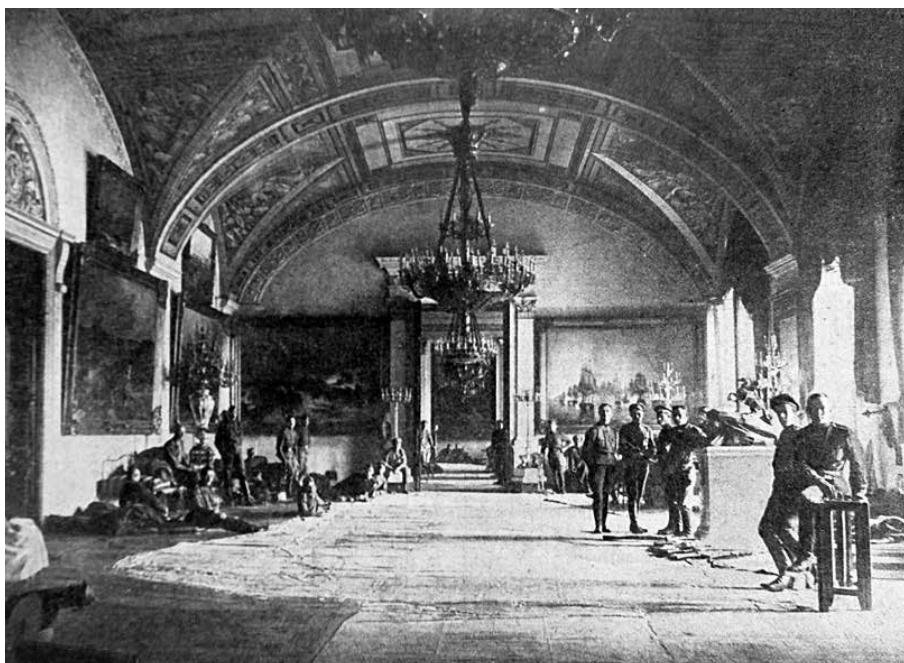
le propre du capitalisme est que rien n'est organisé, concerté, anticipé et planifié à l'échelle de la société. C'est le règne de la concurrence et de l'intérêt particulier au détriment de l'intérêt général. Seules les lois du marché et la recherche du profit inspirent les décisions des capitalistes. Les problèmes écologiques illustrent : il est urgent d'enlever aux groupes privés la direction de l'industrie, des transports, et d'organiser l'économie de façon rationnelle, planifiée, pour répondre aux besoins du plus grand nombre, tout en préservant l'environnement.



Ce qui se passe dans le domaine spatial, où le capitalisme développe le tourisme pour milliardaires, est révélateur de la folie de tout le système. L'humanité est aujourd'hui riche d'immenses possibilités scientifiques et techniques que la bourgeoisie, à la tête de la société, est incapable de mettre au service du plus grand nombre. Parce qu'ils n'ont pas d'autres intérêts à défendre, les travailleurs, eux, en seront capables !

Être communiste révolutionnaire, c'est militer pour que les travailleurs accèdent à la conscience que la tâche de transformer la société dépend d'eux. La classe ouvrière, les exploités,

représentent la seule force sociale qui n'a pas intérêt à la perpétuation de ce système. Les prolétaires n'ont que leurs chaînes à perdre, disait Karl Marx. De la même façon qu'ils font aujourd'hui tourner toute la société pour le compte des capitalistes, qu'ils produisent les profits et font fructifier le capital, les travailleurs sont capables, demain, de la faire tourner pour les intérêts de la grande majorité. Ils l'ont montré lors de la Commune de Paris de 1871 et de la Révolution russe de 1917, avant que le stalinisme n'en détourne les buts. Aucune autre force sociale ne recèle cette force révolutionnaire et cette capacité de renverser la vieille société et d'en reconstruire une plus juste, plus rationnelle.



GLOBAL LOOK PRESS

Lors de la Révolution russe, soldats et gardes rouges posent après la prise du Palais d'hiver, symbole du pouvoir des tsars, en octobre 1917.

Comme les militants communistes révolutionnaires qui nous ont précédés, nous sommes convaincus qu'il est possible et nécessaire de construire une économie sans patrons, sans exploitation, sans classes sociales, et nous le défendons dans notre propagande quotidienne.

Nous nous inscrivons dans ce courant révolutionnaire du mouvement ouvrier convaincu que l'impulsion, l'énergie qui permettront de changer la société viendront de la classe ouvrière. Nous militons au sein du monde du travail pour que celui-ci prenne conscience de sa force et de ses capacités à transformer en profondeur la société.

Alors oui, l'avenir dépend de la prochaine révolution du monde du travail, de sa capacité à renverser le capitalisme, à exproprier la bourgeoisie et à prendre le pouvoir.

Il faut un parti affirmant que seul le monde du travail peut changer la société!

Se détourner de la politique, c'est se résigner à subir la politique décidée par des partis qui se placent du point de vue du patronat et de l'ordre capitaliste. Il faut que les travailleurs se battent pour leur propre politique, une politique de classe représentant leurs intérêts matériels à court terme et leurs intérêts politiques à plus long terme. Face à chaque événement politique et social, les travailleurs doivent pouvoir prendre position en fonction de leurs intérêts spécifiques d'exploités, de salariés ou de retraités modestes.

Au-delà de la défense de leurs intérêts immédiats, les travailleurs doivent contester la domination de la bourgeoisie sur l'économie et la société. Ils doivent affirmer la nécessité de renverser le capitalisme, c'est-à-dire la nécessité que la classe ouvrière exproprie la classe capitaliste, prenne le pouvoir politique et l'exerce de façon collective et démocratique.

Cette politique ne peut exister et être défendue en permanence que si un parti l'incarne. Ce parti doit se revendiquer des idées communistes révolutionnaires. Il doit reconstruire les liens de solidarité et de fraternité si précieux pour les opprimés. Un tel parti ne pourra exister qu'avec la présence de dizaines de milliers de militants de la classe ouvrière dans les entreprises et les quartiers populaires. C'est un tel parti que nous voulons construire.

La colère existe dans le monde du travail. Il y a des travailleurs prêts à manifester et crier leur mécontentement. On l'a vu avec les gilets jaunes. On a vu la capacité de résistance du monde du travail avec la mobilisation contre la réforme des retraites, qui a pesé dans l'abandon au moins provisoire de cette réforme. Dans les manifestations de cet été contre le passe sanitaire, il y avait aussi des travailleurs révoltés à juste titre par les menaces de licenciement et le mépris gouvernemental.

Mais ces coups de colère manquent cruellement de perspectives politiques, à commencer par l'idée toute simple que la force des travailleurs est dans les entreprises et qu'elle doit être tournée contre la classe capitaliste.

Et c'est peu dire que les directions syndicales n'aident pas les travailleurs à prendre conscience de leur force ! Pour cela il

faudrait qu'elles proposent un véritable plan de combat, avec des objectifs de lutte, appuyé par une campagne d'agitation dans les entreprises comme dans les médias. Il faudrait en finir avec les appels catégoriels, qui dispersent le mécontentement avant même qu'il se fasse entendre. Il faudrait être à l'offensive et chercher le moyen de riposter à chaque attaque gouvernementale et patronale.

Il y a des travailleurs pour se battre et faire grève dans cette période où les attaques antiouvrières se multiplient : certains contre des suppressions d'emplois, comme ceux de la fonderie SAM à Decazeville, dans l'Aveyron ; d'autres pour des augmentations de salaire, comme à Auchan, Décathlon et dans bien d'autres entreprises ces derniers mois. Mais les directions syndicales ne font rien pour s'appuyer sur eux et renforcer parmi les autres travailleurs la conscience de devoir mener des luttes unies autour des mêmes revendications.



JSL ADRIEN WAGNON

Employés grévistes du supermarché Auchan, à Mâcon en décembre 2020.

Ni les directions syndicales ni les partis dont le nom se réfère au socialisme ou au communisme n'ont la volonté d'offrir des perspectives de lutte au camp des travailleurs. Eh bien, il faut un parti et des militants qui portent cette perspective.

Il faut un parti regroupant les travailleurs combattifs et conscients de leurs intérêts car, dans les situations où la colère commence à s'exprimer, il faut savoir dans quelle direction aller,

quels objectifs et revendications mettre en avant. Les moments de mobilisation spontanée regroupent et mélangent des femmes et des hommes avec des points de vue divers et variés, aux intérêts différents et parfois contradictoires.

Dans cette confusion inévitable, il faut que les travailleurs aient une politique leur permettant de défendre leurs propres intérêts. Sans quoi, ils se battront sans pouvoir rien gagner pour eux-mêmes ou, pire, ils seront utilisés par des forces politiques qui leur sont étrangères et pour des objectifs réactionnaires.

Alors il faut reconstruire un parti qui affirme qu'il faut retrouver le chemin des luttes massives et collectives de l'ensemble du monde du travail, les manifestations, mais aussi les grèves, les occupations d'usines, pour inverser le rapport de force avec le patronat.

Un parti qui affirme que la force des travailleurs réside dans le fait qu'ils produisent non seulement toutes les richesses, mais aussi les profits et le capital de la bourgeoisie, et que c'est à partir de cette position fondamentale qu'ils peuvent contester sa domination.

Je ne me présente pas pour gérer le système, mais pour le renverser!

Le renversement de la bourgeoisie nécessite un degré de mobilisation et de combativité exceptionnel des exploités. Dès lors que cette volonté de ne plus subir et de prendre leur sort en main les anime, tout peut aller très vite. Bien des régimes et des gouvernements bourgeois se sont effondrés en quelques jours face à des insurrections ouvrières.

Chercher un bon candidat susceptible de mieux gérer le système est une impasse pour le monde du travail. Même si je suis candidate, je ne joue pas à ce jeu-là.

Je ne me présente pas avec un programme de gouvernement, parce que je ne veux pas être une gestionnaire de ce système qui ne fonctionne bien que pour les riches, je me bats pour le renverser!



Cortège de Lutte ouvrière dans la manifestation du 1^{er} mai 2021.

Il faut renverser le capitalisme, parce qu'il nous condamne aux crises, au pillage et au dénuement d'une grande partie du monde. Il nous condamne à la concurrence permanente et stérile, aux affrontements entre peuples et aux guerres entre États. Il tue la planète à petit feu.

Il n'y a pas de solution dans le cadre de ce système capitaliste, pas de solution au chômage, aux inégalités, à la crise climatique, aux guerres, car elles sont alimentées par les guerres commerciales qui se mènent en permanence à coups de capitaux.

Parce que la bourgeoisie ne dirige que pour accumuler son profit. Vis-à-vis de la société, c'est l'irresponsabilité la plus complète. Quand les travailleurs se battent pour ne pas être licenciés, ils se battent pour eux, mais aussi pour toute la société !

Le courant politique que je représente n'est pas nouveau. Il reprend l'objectif pour lequel des générations de travailleurs se sont battus, avec la perspective de l'émancipation des travailleurs. Avec l'objectif d'une société sans exploitation, sans cette propriété privée des usines, des grandes entreprises, qui fait que de père en fils une minorité capitaliste se transmet des fortunes, quand la majorité n'a rien d'autre à transmettre à ses enfants que l'obligation de travailler dur.

Je suis certes candidate à la présidentielle, mais je vais concourir dans une catégorie très spéciale, la catégorie communiste révolutionnaire, et j'en suis fière. Parce que ce ne sont pas Hidalgo, Jadot, Mélenchon, Roussel, Taubira, et encore moins Péresse, Le Pen ou Zemmour, sans parler de Macron, qui détiennent les solutions pour changer le sort des exploités et l'avenir de la société. Ce sont les travailleurs eux-mêmes, et cela dépendra de leurs luttes et de leur conscience.

Aidez-nous dans cette campagne à faire entendre les intérêts du monde du travail !

Votez et faites voter pour ma candidature !

Et au-delà de cette élection, si vous êtes révoltés par la situation, si vous ne vous résignez pas à cet ordre social aussi inégalitaire, injuste que stupide, rejoignez-nous !

Ensemble, commençons à construire un parti regroupant toutes les femmes et les hommes conscients que le seul camp porteur d'avenir est celui des travailleuses et des travailleurs.



Le 9 octobre 2021 meeting de Nathalie Arthaud à la Mutualité, à Paris.



Jean-Pierre Mercier, Nathalie Arthaud et Arlette Laguiller.

Je me retrouve complètement dans les idées défendues aujourd'hui par Nathalie Arthaud dans cette campagne présidentielle au nom du camp des travailleurs. Je vous invite à mettre dans l'urne le bulletin « Nathalie Arthaud » pour montrer que, comme elle, vous voulez mettre fin à la dictature des grands groupes capitalistes sur cette société d'inégalités et en bâtir une nouvelle sous le contrôle des travailleurs.

Arlette Laguiller